



FEDERATION NATIONALE
des **INDUSTRIES**
CHIMIQUES CGT



FEDERATION des tra-
vailleurs du Livre,
du Papier et de la
Communication
CGT

Le 20 mars 2015

Patrons et ministres discuteront de nos vies et de nos droits sociaux !

On s'invite chez eux !

On exprime nos revendications !

Les patrons de la Plasturgie, des Industries Papière et du Carton et du Labeur organisent le « 1^{er} Symposium inter-conventionnel du dialogue social » en invitant les Ministres Macron et Rebsamen. Autour de la table MEDEF, gouvernement et CFDT « débattront » du « marché » du travail et de l'avenir des droits sociaux et des conventions collectives.

Du « beau monde » qui entend, par cette initiative engager un projet visant :

- ⇒ « à redéfinir les périmètres et les limites, de l'action syndicale » ;
- ⇒ « à mettre en cause l'existence des conventions collectives » en supprimant « la culture des avantages acquis ».

Un menu qui aiguisera largement l'appétit insatiable d'un patronat toujours plus vorace et de plus en plus revancharde à l'encontre des garanties collectives des salariés.

La voix des salariés ne sera pas représentée dans ce hémicycle composé de « cols blancs » alors que c'est bel et bien le droit des salariés qui sera au cœur des enjeux !

Quand à la CGT, première organisation syndicale du pays et largement majoritaire dans les secteurs concernés par ce symposium, est invitée « à les écouter », pas à s'exprimer.

LA CGT SERA POURTANT PRÉSENTE MAIS DEHORS AVEC LES SALARIÉS !

Dans nos secteurs professionnels de la Plasturgie, du Papier et du Labeur, les Conventions Collectives représentent le socle commun de garanties

communes des salariés d'une même profession, et le dernier rempart social contre la mise en concurrence des travailleurs.

SANS ELLES, IL NE RESTERAIT QUE LE SMIC !

Valls, Premier Ministre d'un gouvernement soi-disant socialiste, manœuvre avec le patronat pour détruire un droit solidaire chèrement acquis, depuis 1936, par la classe ouvrière.

Ce symposium n'est que le premier d'une longue liste, qui va s'étendre à l'ensemble des filières professionnelles, dont la finalité connue est de réduire le nombre de conventions collectives à moins d'une cinquantaine au lieu des 700 actuelles et d'en terminer avec les garanties sociales qu'elles contiennent pour en faire des coquilles vides de sens et de fond.

LES ORGANISATIONS CGT : FILPAC ET FNIC DÉNONCENT ET CONDAMNENT CES POLITIQUES ANTISOCIALES DÉCOULANT DE LA LOI MACRON, CES MANŒUVRES DE SALON, DONT L'UNIQUE FINALITÉ VISE À DIMINUER LES DROITS SOCIAUX POUR MIEUX AUGMENTER LA RENTE FINANCIÈRE DE QUELQUES PRIVILÉGIÉS.

Les gouvernements successifs ont instauré des politiques d'aides aux employeurs pour « réduire le coût du travail » :

- Les droits des travailleurs sont démantelés ;
- La Sécurité sociale est mise en danger ;
- L'emploi et les salaires sont réduits ;
- Le chômage explose avec l'exclusion sociale
- le stress et le mal-être détruit notre santé et nos vies.

Ce lourd tribut payé par la collectivité, les salariés et leurs familles, est la conséquence de ces choix aveugles et suicidaires pour l'avenir des générations à venir et la cause de la crise économique et sociale actuelle.

Depuis la « crise de 2008 », les dividendes prélevés sur les résultats des entreprises sont de 36 à 39 milliards/année.

Les trésoreries disponibles dans les coffres des entreprises n'ont jamais été aussi élevées (177 milliards de liquidités dans les 77 plus grandes entreprises nationales à fin 2013).

L'EUROPE VIENT DE METTRE À LA DISPOSITION DES BANQUIERS 1100 MILLIARDS D'EUROS À RAISON DE 60 MILLIARDS/MOIS JUSQU'EN JUIN 2016, SANS AUCUN CONTRÔLE QUANT À LEUR UTILISATION !

Les peuples européens et les salariés payeront à nouveau la facture par de nouvelles mesures d'austérité et de reniement sur leurs droits fondamentaux à se soigner, s'éduquer, à se loger, voire à se nourrir !

En France, près de 230 milliards/an de fonds publics sont distribués aux employeurs sans aucune contrepartie et sans aucun contrôle, auxquels il faut ajouter les 46 milliards du CICE.

LE PATRONAT FRANÇAIS EST LE PLUS GAVÉ D'EUROPE !

Et pendant ce temps, nos hôpitaux n'arrivent plus à répondre aux besoins de santé publique et des soins. Notre Sécu est exsangue de moyens. Nos industries sont démantelées.

Si les 230 milliards d'euros distribués chaque année aux patrons servaient l'emploi, ce seraient 7 516 340 embauches (sur la base de 2550 €/mois socialisé) qui pourraient être faites tout de suite et qui supprimeraient le chômage et relanceraient la consommation, rempliraient les carnets de commande et augmenteraient l'emploi !

OUI, la CGT condamne et ne cessera de combattre ces politiques d'austérité qui sont un échec social et économique !

OUI, la CGT revendique le gel de toutes les aides publiques qui gavent, sans aucun contrôle, inutilement les actionnaires.

OUI, la CGT revendique l'augmentation des salaires, la création d'emplois par la ré-industrialisation du pays et le développement des services publics de qualité.

**LE 20 MARS 2015,
TOUS ENSEMBLE A 11 HEURES
À EUROSITE, 28 AVENUE GEORGES V
PARIS.
UNE CONFÉRENCE DE PRESSE AVEC DES
TÉMOIGNAGES DE SALARIÉS EN LUTTES
SE TIENDRA SUR PLACE.**